



PAFED

Programme d'Appui à la Femme et à l'Enfance Déshéritée

RAPPORT ANNUEL DES ACTIVITES 2020



Photo de famille des participants à la conférence des cas d'abus à Tchamba

Élaboré par PAFED

Exercice 2020

Table des matières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	2
MOT DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
INTRODUCTION	5
I. INFORMATIONS SUR L'ONG PAFED.	5
II. ACTIVITÉS DES PRINCIPAUX ORGANES.	7
III. PROGRAMMES, PROJETS ET RÉALISATIONS MAJEURES	9
3.1. PROJET « RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES DE GENRE AU TOGO »	9
3.2. PROJET : « RÉSILIENCE DES PETITS PRODUCTEURS AU COVID-19 POUR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU TOGO »	17
3.3. PROJET : « RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES FEMMES DE LA RÉGION CENTRALE DU TOGO FACE À LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 »	18
3.4. PROJET D'APPUI A L'ACCOMPAGNEMENT DU CONSEIL CONSULTATIF DES ENFANTS AU NIVEAU NATIONAL REGIONAL ET PREFECTORAL	21
3.5. PROJET : « APPUI AUX ACTIONS DE RÉSEAUTAGE DES ASSOCIATIONS DE FEMMES DANS LA RÉGION CENTRALE »	22
3.6. PROJET : « RENFORCEMENT DES FEMMES MEMBRES DES GROUPEMENTS VILLAGEOIS D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (GVEC) SUR LA SOLIDARITÉ FÉMININE, LE LEADERSHIP ET LA RENTABILISATION DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS » DANS LA PRÉFECTURE DE TCHAUDJO.	27
3.7. PROJET « PROMOTION DES DROITS DES FEMMES EN MILIEU RURAL DANS LA PRÉFECTURE DE TCHAUDJO DANS LA RÉGION CENTRALE DU TOGO »	27
3.8. L'ACTION DE L'ONG PAFED AVEC LA PLATE FORME RÉGIONALE VIH.....	29
IV. Synthèse de la réalisation des indicateurs des projets majeurs réalisés	30
V. RENFORCEMENT DES CAPACITES INTERNES ET EXTERNES.....	32
VI. SUIVI ET SUPERVISION DES ACTIVITES	34
VII. RÉSULTATS OBTENUS.....	34
VIII. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....	35
IX. RÉOLUTIONS/RECOMMANDATIONS/SUGGESTIONS	35
X. PERSPECTIVES	35
CONCLUSION.....	36
ANNEXE : QUELQUES PHOTOS DES ACTIVITES	36

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AETD : Association des Enfants Travailleurs Domestiques
AGR : Activité Génératrice de Revenus
ANVT : Agence Nationale de Volontariat au Togo
APE : Association des Parents d'Elèves
ASDI : Agence Suédoise de la Coopération pour le Développement International
GVE&C : Groupement villageois d'Epargne et de Crédit
CADBE : Charte Africaine des Droits et du Bien-être de L'Enfant
CAPE : Cadre des Acteurs de Protection des droits de l'Enfant
CCPE : Conseil Consultatif Préfectoral des Enfants
CDE : Convention relative aux Droits des Enfants
CDP : Codes de Disciplines Positives
CNDH : Commission Nationale des Droits de l'Homme
CNT/EPT : Coalition Nationale Togolaise/Education pour tous
CRV : Centre Régional du Volontariat
DRASPFA : Direction Régionale de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
DRE : Direction Régionale de l'Education
FODDET : Forum des Organisations de Défense des Droits de l'Enfant au Togo
IEPP : Inspection des Enseignements Préscolaires et Primaires
OBC : Organisation à Base Communautaire
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OSC : Organisation de la Société Civile
PAFED : Programme d'Appui à la Femme et à l'Enfance Déshéritée
PDC : Programme de Développement Communal
PDL : Plan de Développement Local
ANVT : Agence Nationale de Volontariat au Togo
RELUTET : Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants au Togo
RESODERC : Réseau des Organisations de Développement de la Région Centrale
SNE : Stratégie Nationale d'Engagement
IEPP : Inspection des Enseignements Préscolaire et Primaire
IESG : Inspection de l'Enseignement du Secondaire général
ROAF-RC : Réseau des ONG et Associations de promotion de la Femme de la Région Centrale
CA : Conseil d'Administration
Pro-CEMA : Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif
UE : Union Européenne
AGR : Activités Génératrices de Revenus
ASDI : Agence Suédoise pour le Développement International

MOT DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers partenaires techniques et financiers, vos différentes contributions ont permis à l'ONG PAFED au cours de l'année 2020, de réaliser des activités dans 07 domaines à savoir :

- Promotion de l'éducation de la petite enfance ;
- Promotion des droits de l'enfant ;
- Lutte contre l'extrême pauvreté à travers l'appui aux AGR des femmes, de l'épargne et de crédit au niveau communautaire ;
- Protection des enfants et des femmes en situation difficile ;
- La traite des femmes et des enfants ;
- La santé communautaire préventive ;
- Promotion de la bonne gouvernance et la décentralisation.

Les interventions ont conduit à des résultats significatifs suivants :

- Développement et amélioration de l'encadrement de la petite enfance et de l'éducation préscolaire ;
- Généralisation de l'accès de tous les enfants (filles, garçons, enfants handicapés, enfants de rue, enfants travailleurs domestiques) des ménages vulnérables à l'école primaire ;
- Renforcement de la résilience des femmes de la Région Centrale du Togo face à la pandémie de Covid-19 ;
- Résilience des Petits Producteurs au COVID-19 pour une sécurité alimentaire au Togo.

Les différents résultats ont été obtenus grâce au partenariat avec les communautés et aux appuis financiers et techniques de nos partenaires. Nous tenons à remercier :

- Le Préfet de Tchaoudjo ;
- Le Président de la Délégation Spéciale de la Commune de Sokodé ;
- Le Directeur Régional de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire ;
- Le Directeur Régional de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation ;
- Le Directeur Régional de l'Education-Centrale, les Chefs d'IEPP et les Chefs d'IESG et IETFP ;
- Le Représentant Résident de Plan International Togo et les Directeurs des PU Atakpamé et Sokodé ;
- Le Responsable de l'ONG Allemande Action Medeor ;
- Le Président de la RTL ;
- Le Président de la Fondation Mondolino de Genève en Suisse ;
- Le chef projet de Pro CEMA.
- Le Représentant Résident de PNUD ;
- La responsable de VLISCO ;
- Le président de la SNE Togo ;
- La Représentante Résidente de GIZ au Togo ;
- Le Directeur Général de l'ANVT et le Responsable du CRV-Centrale ;
- Le Chef projet et à toute l'équipe du PASCRENA ;
- Le Président et la Coordinatrice du Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants au Togo (RELUTET) ;
- Le Président et le Directeur Exécutif du Réseau des Organisations de Développement de la Région Centrale (RESODERC) ;
- Les Organisations de la Société Civile (OSC), les Conseils Consultatifs des Enfants, les Clubs d'enfants et les acteurs locaux pour leurs appuis multiformes à la réalisation des projets et activités. Enfin, merci aux communautés de Tchaoudjo et de Tchamba, ainsi qu'à vous tous.

INTRODUCTION

Dans le but de permettre aux enfants et aux femmes d'avoir leurs droits dans les Préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba, l'ONG PAFED a réalisé des activités sur six projets à savoir : « *Renforcement de la Société Civile pour la Lutte contre les Violences de Genre au Togo* » dans les préfectures de Tchaoudjo et Tchamba ; « *Promotion de l'Education de la Petite Enfance et du Préscolaire* » à Kpangalam ; « *Promotion des droits des femmes en milieu rural dans la préfecture de Tchaoudjo dans la Région Centrale du Togo* », « *Appui aux actions de réseautage des associations de femmes dans la Région Centrale* », « *renforcement de la résilience des femmes de la région Centrale du Togo face à la pandémie de la COVID -19* », « *résilience des petits producteurs à la COVID -19 pour une sécurité alimentaire au Togo* ». La réalisation des différentes activités de ces projets a été possible grâce aux initiatives propres de PAFED et aux appuis techniques et financiers de Plan International Togo, d'Action Medeor et RTL, de Pro-Cema, PNUD, SNE, VLISCO, des DRE, IESG, IETFP et des IEPP, dans les Préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba.

Ces activités ont été menées conformément à son Plan d'Action Opérationnel 2020 et à sa Planification Stratégique 2017-2021.

Dans le cadre de la mise en œuvre desdits projets, plusieurs activités ont été planifiées et réalisées au cours de l'année 2020. Le présent rapport s'articule autour des activités réalisées du 1^{er} Janvier 2020 au 31 Décembre 2020. Il est structuré autour des points suivants :

- Informations sur PAFED ;
- Activités des principaux organes ;
- Programmes, projets et réalisations majeures ;
- Synthèse de la réalisation des indicateurs ;
- Consultations;
- Renforcement des capacités internes et externes ;
- Suivi et supervision des activités ;
- Résultats obtenus ;
- Difficultés rencontrées ;
- Resolutions /recommandations/suggestions;
- Perspectives;
- Conclusion;
- Annexes.

I. INFORMATIONS SUR L'ONG PAFED.

1.1. Identité

Créée le 21 avril 2001, le « **Programme d'Appui à la Femme et à l'Enfance Déshéritée** » (PAFED) est une ONG de défense, de protection et de promotion des droits des femmes et des enfants. Elle est reconnue officiellement par le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation, sous le récépissé N° 0434/MISD-SG-DAPSC-DSC délivré le 10 avril 2002. Le 11 août 2005, elle a reçu son agrément d'ONG du Ministère du Développement et de l'Aménagement du Territoire sous le N° 310/MDAT. En 2019, suite à l'AG ordinaire de PAFED, sa dénomination est devenue « **Promotion et Appui aux Femmes et aux Enfants Défavorisés** ». Le siège social de PAFED se trouve à Sokodé, rue 4.187 Kédia, sur la

1.2. Vision

PAFED aspire à une société sans discriminations, dans laquelle les femmes et les enfants jouissent pleinement de tous leurs droits, ne sont plus victimes de violences ni d'exclusion et participent aux prises de décisions. Les femmes y sont économiquement autonomes, prennent part à la vie politique et sont des partenaires à égalité avec les hommes pour un développement humain durable.

1.3. Mission

- Œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie socio-économiques et sanitaires des communautés à la base en particulier des femmes et des enfants ;
- Offrir aux femmes des possibilités d'augmenter leurs revenus ;
- Promouvoir l'éducation des enfants dans la dignité ;
- Contribuer aux respects et la défense des droits des femmes et des enfants en situation de handicap ;
- Promouvoir la décentralisation et la bonne gouvernance.

1.4. Objectifs

PAFED a pour objectifs de :

- Appuyer les communautés à la base dans l'identification de leurs besoins et la formulation de ces besoins en propositions de projet à destination des bailleurs de fonds ;
- Lutter contre toutes les formes de violation des droits des femmes et des enfants ;
- Œuvrer pour l'auto promotion et le développement socio-économique et sanitaire des femmes;
- Promouvoir les activités économiques pour contribuer au fonctionnement de l'ONG ;
- Promouvoir la scolarisation des enfants, surtout celle des filles ;
- Lutter contre la maltraitance, les abus et la traite des personnes.

1.5. Zones d'intervention

PAFED intervient dans les Régions Centrale et Plateaux du Togo.

Spécifiquement, il intervient dans 06 préfectures qui sont :

- ✓ La Préfecture de Tchaoudjo avec chef-lieu Sokodé ;
- ✓ La Préfecture de Tchamba avec chef-lieu Tchamba ;
- ✓ La Préfecture de Sotouboua avec chef-lieu Sotouboua ;
- ✓ La Préfecture de Blitta avec chef-lieu Blitta ;
- ✓ La Préfecture de l'Est-Mono avec chef-lieu Elavagnon.

1.6. Domaines d'intervention

Ses domaines d'intervention sont :

- La promotion des droits des enfants ;
- La protection et l'assistance aux enfants en danger ;
- La traite des femmes et des enfants ;
- La santé communautaire préventive ;
- L'éducation de la fille, de la femme et de la petite enfance ;

- La promotion des droits économiques des femmes ;
- La bonne gouvernance et la décentralisation.

1.7. Rappel des axes de la planification stratégique 2011-2016

Cette dernière repose sur cinq (05) axes stratégiques :

- Promouvoir les droits de la femme et de l'enfant vulnérable (en danger, victime de traite, domestique, de rue, placé, en situation de handicap) dans la Région Centrale ;
- Promouvoir l'éducation (scolaire et fonctionnelle) de l'enfant, de la jeune fille et de la femme ;
- Œuvrer pour la protection des enfants et des femmes en danger et en situation difficile ;
- Lutter contre l'extrême pauvreté à travers l'appui aux AGR des femmes ;
- Œuvrer pour la santé de l'enfant et de la mère.

1.8. Gouvernance et administration

PAFED est dirigée par les organes statutaires suivants :

- L'Assemblée Générale, instance suprême de l'association, composée de tous les membres ;
- Le Conseil d'Administration, organe de gouvernance, composé de 05 membres dont 04 femmes ;
- La Direction Exécutive à qui incombe la gestion quotidienne de l'ONG dirigée par une femme ;
- Le Commissariat aux Comptes, organe de contrôle financier, composé de 02 membres élus à l'Assemblée Générale.

II. ACTIVITÉS DES PRINCIPAUX ORGANES.

2.1. Les réunions du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration (CA) a tenu 03 réunions ordinaires et 02 réunions extraordinaires. Au cours de ces rencontres, les membres du CA apprécient la mise en œuvre des activités par rapport à la planification, échangent sur les difficultés rencontrées et font des recommandations à la Direction Exécutive.

Composition du C.A

N°	Nom et prénom	Titre au sein du C.A	Fonction dans la Vie Active	Expérience dans le C.A.	Contacts
1	Mme AYINDO B. Aimée épouse TCHANDIKOU	Présidente	Directrice de l'Ecole Nationale des Aides Sanitaires	4 ans	90070278
2	Mme DEGUE Kossiwa épouse N'WUITCHA	Secrétaire	Enseignante à la retraite	15 mois	90074404
3	M. AKABATAN Odjou-Enin	Trésorière	Comptable à CASADDVR	15 mois	90083866
4	M. AGBOGO Kokouvi	1er Conseiller	Directeur du CEG Kpangalam	15 mois	90366920
5	Mme TCHAGOLE Sékinatou	2ème Conseillère	Présidente d'un GVEC	15mois	90343710

2.2. Le Commissariat aux Comptes (CC)

C'est l'organe de contrôle de la bonne gestion des fonds de l'organisation. Il est composé de 02 membres élus à l'AG pour un mandat d'un an renouvelable une seule fois. Les commissaires aux comptes ont tenu 01 séances pour vérifier la régularité des écritures comptables, contrôler les portefeuilles, les caisses, les valeurs ainsi que les bilans de la trésorerie générale de PAFED pour le compte de 2020.

2.3. La Direction Exécutive

Elle est assurée par une Directrice Exécutive. La Direction Exécutive de PAFED se compose des départements suivants :

- Département de Suivi-Evaluation ;
- Département de la Comptabilité ;
- Département de Secrétariat-Caisse ;
- Département des droits des femmes ;
- Département des droits des enfants ;
- Département Communication.

Le personnel de PAFED fait un total de 11 personnes dont 05 femmes.

Le personnel de PAFED a tenu 12 réunions à raison d'une réunion par mois au cours de l'année 2020. Cette réunion se tient chaque premier lundi du mois.

Composition du personnel.

N°	NOM & PRÉNOMS	POSTE OCCUPE	PROFESSION	EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES.	NOMBRE D'ANNÉES OU DE MOIS A PAFED
1	GNOFAM Mayi Françoise	Directrice Exécutive	Sociologue	25 ans	19 ans
2	TCHAKOURA Tchamola Zarifou	Responsable Suivi - Évaluation	Sociologue	10 ans	1 an
3	LASSISSI Mohamed Serifu	Comptable	Comptable	12 ans	3 ans
4	TOURE Rafa	Secrétaire Caissière	Secrétaire de Direction	4 ans	2 ans
5	TCHATCHEDRE Nouhoum	Animateur sur projet « Appui aux actions de réseautage des associations des femmes dans la région Centrale	Sociologue	6 ans	5 ans
6	ALI-ADAMOU Mohamadou Awal	Animateur sur le projet « Renforcement de la Société Civile pour la Lutte contre les Violences de Genre au Togo »	Sociologue	8 ans	7 ans
7	SIBABI-AKPO K. Djalissatou	Animateur sur le projet « Renforcement de la Société Civile pour la Lutte contre les Violences de Genre au Togo »	Sociologue	9 ans	1 an
8	AYEVA Kadriya	Animateur sur le projet « Renforcement de la Société Civile pour la Lutte contre les Violences de Genre au Togo »	Communicatrice	8 ans	1 an

N°	NOM & PRÉNOMS	POSTE OCCUPE	PROFESSION	EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES.	NOMBRE D'ANNÉES OU DE MOIS A PAFED
9	YOROU Ismaïla	Animateur sur le projet « Renforcement de la Société Civile pour la Lutte contre les Violences de Genre au Togo »	Sociologue	12 ans	6 ans
10	BAFEYI Goribey	Chargée protection des enfants/ jeunes	Assistante d'Hygiène d'Etat	8 ans	3 ans
11	KABIA Kpapou	Assistant Juridique	Juriste	3 ans	2 ans
12	KPATCHA Abra	Femme de ménage	Ménagère	4 ans	3 ans
13	KOURA BODI Massahoudou	Agent de Sécurité	Agent de Sécurité	25 ans	5 ans

III. PROGRAMMES, PROJETS ET RÉALISATIONS MAJEURES

Programme 1:
**PROMOTION DES DROITS DE L' ENFANT
ET JEUNE**

3.1. PROJET « RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES DE GENRE AU TOGO ».

La persistance des violences faites aux enfants/jeunes et surtout aux filles dans les communautés, écoles et centres d'apprentissages procède, entre autres, de la faible connaissance par les enseignants, patrons d'atelier, parents, ainsi que des enfants et jeunes eux-mêmes, des effets néfastes de ces violences sur eux, de l'influence des normes sociales préjudiciables à l'épanouissement des enfants et de leur faible participation dans les sphères de prise de décision les concernant.

Pour répondre à cette situation, Plan International Togo accompagne l'ONG PAFED dans la mise en œuvre du projet « **Renforcement de la société civile pour la lutte contre les violences de genre au Togo** », dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba, avec l'appui financier de l'Agence Suédoise pour le Développement International (ASDI) à travers Plan international Suède.

De Janvier à Décembre 2020, les activités qui ont été réalisées ont toutes convergé vers l'atteinte des quatre résultats du projet. L'analyse de la performance des indicateurs faite à la suite d'une collecte des données sur les cibles atteste de la bonne avancée vers l'atteinte de ces résultats. Les activités réalisées au cours de l'année, en lien avec chaque résultat attendu du projet sont les suivantes :

Résultat 1 : les services étatiques et en particulier les enseignants du secondaire, les responsables des centres d'apprentissage utilisent des méthodes d'éducation non violentes

3.1.1. Sensibilisations des enseignants, des COGERES et des APE, patrons et patronnes d'ateliers sur les normes, croyances et pratiques néfastes, sur leurs rôles et responsabilités, sur le processus de dénonciation des violences, la gestion des cas d'abus et les droits sexuels.

Cette activité avait pour objectif d'amener les enseignants, les membres COGERES, APE et les leaders religieux à mieux comprendre le caractère préjudiciable de certaines normes et croyances qui entraînent des pratiques préjudiciables aux enfants et jeunes surtout les filles. Vingt-deux (22) sensibilisations ont été réalisées sur 22 prévues, dans vingt-deux (22) écoles (17 collèges et 5 lycées) du secondaire dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba à savoir dix (10) à Tchamba et douze (12) à Tchaoudjo. Au total 432 personnes dont 51 femmes ont été touchés par ces sensibilisations.

À Tchaoudjo, on note la participation de 232 personnes dont 31 femmes et 200 personnes dont 20 femmes dans la préfecture de Tchamba.

Les patrons et patronnes d'ateliers ont également bénéficié de cette sensibilisation. Tout comme pour les enseignants, Il s'est agi pour les patrons d'en savoir plus sur les effets néfastes des violences faites sur les enfants et jeunes, sur les droits sexuels et reproductifs et d'apprendre à utiliser les méthodes alternatives. Au total 108 ateliers, dont 51 à Tchamba, ont fait l'objet de sensibilisation. 108 patrons/patronnes dont 53 femmes, ont été touchés à raison de 51 patrons/patronnes avec 21 femmes à Tchamba et 32 femmes pour 54 patrons/patronnes à Tchaoudjo.

Les localités de Koussountou, Tèhèza, affem kabyè bloc, kaboli, Goubi Agbanssikiti, Bago, Adjéidè, Alibi 2 dans Tchamba, et Akamadè, Adjorogo, Aléhéridè, Kpangalam, Sokodé, Lama tessi, Tchalo, kasséna, Kadambara, Kparatao, Yelivo dans Tchaoudjo ont été touchées.

3.1.2. Formation des enseignants du secondaire 1 et 2 sur les méthodes alternatives et sur la lutte contre les violences sexuelles.

Quinze (15) sessions de formations ont été organisées à l'intention des enseignants du secondaire 1^{er} et 2^{ème} cycle dans les préfectures de Tchaoudjo et Tchamba.

Au total 439 enseignants dont 32 femmes venant de 45 établissements (08 Lycées et 37 collèges) ont été touchés par cette activité.

Le tableau ci-après nous donne des détails sur le nombre d'enseignants formés par préfecture.

N°	Préfecture	Niveau	Nbre Écoles	Participants		
				H	F	TOTAL
1	Tchaoudjo	Collèges	23	240	27	267
		Lycées	05			
2	Tchamba	Collèges	14	167	05	172
		Lycées	03			
TOTAL			45	185	32	439

226 manuels de formation ont été remis aux participants et placés dans certaines écoles pour servir aux enseignants désireux d'approfondir leurs connaissances sur les méthodes alternatives et les droits sexuels reproductifs. 201 manuels ont ainsi été distribués.

3.1.3. Renforcement des capacités des responsables des ateliers d'apprentissage et les centres d'accueil sur les droits et devoir des enfants, les méthodes d'éducation sans violence.

Dans le but de renforcer les compétences des artisans sur les violences faites aux enfants/jeunes, les méthodes alternatives à la violence et sur les droits sexuels et reproductifs des adolescent-e-s, il a été organisé 8 sessions de formation des patrons et patronnes d'ateliers des préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba à raison de 4 sessions par préfecture. Réalisées dans les localités de Sokodé et Aléhéridè dans la préfecture de Tchaoudjo et Tchamba, Kaboli dans Tchamba, un total de 178 maîtres artisans dont 85 femmes à raison de 98 à Tchaoudjo (46 femmes) et 80 à Tchamba (39 femmes), ont été touchés.

3.1.4. Réalisation d'un spot sur les pratiques culturelles néfastes préjudiciables à l'épanouissement des enfants surtout les filles, les droits sexuels, le mariage d'enfants et les violences.

Un spot publicitaire en français et en langue locale a été réalisé et sera diffusé sur les ondes de la radio Tchaoudjo et la radio Tchamba FM. Ce spot permettra de sensibiliser les populations des deux préfectures sur l'éducation sans violence, la dénonciation des cas de violences et l'abandon des pratiques préjudiciables aux enfants et jeunes surtout aux filles.

3.1.5. Intensification des séances de sensibilisation à l'endroit des parents, des patrons et patronnes d'atelier, des enseignants sur la prévention de la covid19.

Dans le contexte actuel de crise sanitaire causée par la maladie à coronavirus, la diffusion des messages de prévention et de respect des mesures prises par le gouvernement en riposte à la maladie fait désormais office de priorité dans l'implémentation des activités du projet.

Dès Mars 2020, l'équipe du projet a organisé des sensibilisations couplées de formation sur le montage d'un dispositif simple de lavage des mains à l'endroit des membres des chefs de villages et de cantons, CCD, CVD, CDQ, MCPE, Club des mères, groupements GVEC, patrons d'ateliers, parents, apprentis, leaders religieux (Imams, Pasteurs), volontaires d'engagement citoyen (VEC), VLP.

Au total 54 sensibilisations, 38 formations sur le dispositif de lavage des mains, ont été conduites dans 10 localités de Tchaoudjo et 8 de Tchamba avec pour cible 677 personnes dont 432 femmes et jeunes filles.

28 bidons de savon liquide ont également été distribués aux femmes pour soutenir et encourager le lavage des mains.

En Juin 2020, ces sensibilisations ont été intensifiées à l'intention des parents, des patrons d'ateliers, des leaders communautaires, des enfants etc.

Ainsi, des séances de sensibilisation ont été réalisées par 62 ASC dont 16 femmes à raison de 31 à Tchaoudjo (6 femmes) et 31 à Tchamba (10 femmes). Les sensibilisations ont eu lieu dans 12 formations sanitaires à raison de 7 à Tchaoudjo et 5 à Tchamba.

Au total 10141 personnes (4751 femmes/filles) ont été touchées dans les deux préfectures.

Résultat 2 : Les enfants et jeunes surtout les filles et les plus exclus sont renforcés et dénoncent les normes sociales favorisant les violences et préjudiciables à la jouissance de leurs droits sexuels et demandent des comptes aux obligés de droits dans les régions Centrale et Plateaux d'ici 2024.

3.1.6. Redynamisation des clubs d'enfant/jeunes dans les écoles primaires, collèges, centres de formation et ateliers d'apprentissage.

Dans les collèges et lycée des préfectures de Tchaoudjo et Tchamba, les clubs scolaires ont été mis à jour. Il s'est agi d'appuyer les établissements scolaires à la reconstitution des clubs scolaires afin de les rendre fonctionnels. Les facilitateurs ont donc appuyé à la redynamisation de 34 clubs scolaires et 08 clubs extrascolaires à savoir 19 à Tchamba dont 02 extrascolaire et 23 à Tchaoudjo dont 06 extrascolaire. Il s'agit des écoles et ateliers dont la liste des membres du club a été transmise.

Avec une tranche d'âge comprise entre et 10 et 24 ans, les membres de ces clubs, désormais fonctionnels, entreprendront des activités de sensibilisation à travers la paire éducation, ceci avec l'appui des encadreurs et la supervision des facilitateurs du projet et le chargé de suivi. Il est à noter que des encadreurs ont été identifiés pour ces clubs à raison de 2 par club (dans la plupart des cas, 01 enseignant et 01 de la communauté).

3.1.7. Sensibilisation de 6750 filles à travers l'approche femmes rôles modèles dans 100 collèges et 25 centres ou ateliers d'apprentissage

Trois (3) séances de sensibilisation de masse ont été organisées les 17, 18 et 19 mars 2020 dans trois (03) lycées des préfectures de Tchaoudjo et Tchamba (2 dans Tchaoudjo).

Les écoles concernées sont les lycées Kadambara, Aléhéridè dans Tchaoudjo et Koussountou dans Tchamba. Ces écoles ont la particularité d'être des complexes regroupant le 1er et 2ème cycle.

Les sensibilisations ont été animées par 02 femmes incarnant un modèle de réussite dans leur vie socio-professionnelle.

Au total 2 614 élèves dont 969 filles et 180 parents dont 92 femmes ont été touchées par les sensibilisations à raison de 1351 personnes dont 510 filles à Tchaoudjo, et 1263 personnes dont 459 filles à Tchamba.

Les meilleures filles de chaque classe à l'issu des résultats du 1er trimestre, ont été récompensées pour leurs efforts. Au total 38 filles, à raison de 12 à Aléhéridè, 12 à Koussountou et 14 à Kadambara, des classes de sixième en terminale, ont reçu des prix composés de dictionnaires français, de dictionnaires anglais-français, de dictionnaires allemand-français, d'arts de conjuguer et de calculatrices scientifiques.

Des prix spéciaux composés d'un jeu de maillots d'un ballon de foot et de trois boîtes de craies, ont été offerts aux 3 établissements.

3.1.8. Appui à la prise en charge de 350 cas d'abus.

Plusieurs cas d'abus sur enfants et jeunes ont sollicité l'attention de l'équipe du projet qui s'est penché sur chacun d'eux au cours de l'année. Ainsi de Janvier à Décembre 2020, au total 113 cas d'abus sur des enfants et jeunes dont 91 sur des filles, ont été enregistrés dans les deux préfectures comme l'indique le tableau ci-après :

Cas dénoncé et gérés.	Viol		Mariage d'enfant	Grossesse précoce	Violences Physiques		Trafic d'enfants		Fugue		Négligence		Exploitation		Maltraitance		Abandon scolaire		Abus sexuel (séquestration)		Harcèlement sexuel		Total		
	F	G	F	F	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	T
Tchaoudjo	2	0	12	7	14	4	5	5	4	3	2	2	4	0	3	0	0	0	6	0	1	0	53	14	67
Tchamba	2	0	5	7	2	1	6	2	4	1	2	2	2	1	3	0	2	1	10	0	0	0	38	8	46
Total	4	0	17	14	16	5	11	7	8	4	4	4	6	1	6	0	2	1	16	0	1	0	91	22	113

Quatre (04) de ces cas ont bénéficié d'une prise en charge financière ; il s'agit de deux cas de viol, l'un à Lama Tessi et l'autre à Sokodé (Bamabodolo), d'un cas de négligence notoire à Kaboli et d'un cas de trafic et exploitation de fille à Sokodé.

L'ONG PAFED a appuyé à la prise en charge médicale des victimes des deux cas de viol, ceci dans le souci de contribuer à restaurer leur santé physique. Les présumés auteurs, quant à eux, ont été mis à la disposition de la justice par la gendarmerie.

La victime de négligence étant élève et vivant dans un état d'extrême dénuement a bénéficié d'un appui pour la mise en œuvre d'une activité génératrice de revenu, ceci dans l'optique de lui assurer sa subsistance et sa scolarité.

Quant au cas de trafic, les frais liés au transport de la victime vers son domicile familial à Tchamba ont été pris en charge par le cadre de concertation.

Les autres cas n'ayant pas nécessité une prise en charge financière ont fait l'objet d'appui à la gestion en collaboration avec le cadre de concertation et l'IESG. Les victimes des abus ont des âges compris entre 6 et 19 ans.

3.1.9. La formation des encadrants de clubs sur la méthodologie du « champion of change ».

En prélude à la conduite du processus du « champion of change » avec les clubs de jeunes, il a été organisé deux (2) sessions de renforcement des encadrants de clubs sur cette méthodologie avec comme objectif d'amener les encadrants de clubs à maîtriser les techniques d'animation de la méthodologie du « champion of change » pour la transformation des normes de genres.

Chargés d'accompagner les clubs de jeunes dans ce processus, les encadrants ont, pendant deux jours, renforcé leur compréhension des notions de base telles que le genre et l'inclusion, l'égalité de genre, les violences de genre.

Organisées à Tchaoudjo et à Tchamba (soit une session dans chaque préfecture), cette formation a touché au total 28 personnes dont 13 femmes.

À Tchaoudjo comme à Tchamba, 12 encadrants (6 femmes) et 2 membres CCD ont participé à la session. À Tchaoudjo, des 2 membres CCD, on notait la présence d'une (01) femme.

3.1.10. La formation des clubs sur la méthodologie du "Champions of change".

En prélude au démarrage des exercices pratiques sur la méthodologie du champion of change, 4 sessions de formation ont été organisées et réalisées dans les préfectures de Tchaoudjo (Lama Tessi et Sokodé) et de Tchamba (Kaboli et Balanka) à l'intention des membres de 4 clubs extrascolaires à raison de 2 clubs par préfecture. Cette formation avait pour objectif de renforcer les capacités des membres des clubs de jeunes sur la méthodologie du « champions of change » et sur les notions de genre et d'égalité de genre.

Au total 100 jeunes dont 52 filles ont pris part à ces sessions de formation dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba.

Dans chaque préfecture, 50 jeunes dont 26 filles ont été touchés par cette activité. 8 encadrants dont 4 femmes des 4 clubs extrascolaires (4 par préfecture) ont également pris part à ces séances de renforcement.

Cette activité ouvre ainsi la voie à l'animation des exercices pratiques du CoC avec les 4 premiers clubs renforcés.

3.1.11. Équipement des OSC en matériel et autres dispositifs de protection contre le COVID 19.

Dans le souci de renforcer la protection de son personnel et de ses cibles contre la Covid-19, l'ONG PAFED a acquis des matériels et dispositifs de protection contre la maladie. Cette

activité s'inscrit dans le renforcement des organisations de la société civile en général et particulièrement en cette période de crise engendrée par le coronavirus.

Ainsi, le matériel suivant a été acquis pour des cibles bien définies :

- 72 dispositifs de lavage des mains à base de bidons (de 25 litres) équipés de robinets pour un total de 54 écoles du secondaire et primaire à raison de 33 à Tchaoudjo (8 lycées, 21 collèges et 4 écoles primaires), 21 à Tchamba (6 lycées et 15 collèges).
- 15 kits de fabrication de savon liquide qui ont servi à produire 182 litres de savon liquide. Ce savon a accompagné les dispositifs de lavage des mains à raison de 1,5 litre par DLM ; soit 108 litres de savon offerts. Les 74 litres restants serviront pour les bureaux de PAFED et d'autres bénéficiaires en cas de nécessité.
- 400 masques ont été confectionnés et serviront au personnel et aux cibles lors des activités,
- 3 boîtes de gel hydro alcoolique (boîtes d'un litre) pour le personnel de PAFED,
- 01 kit de lavage des mains à pédale pour le bureau de PAFED.

3.1.12. Conduite du "champion of change" et suivi du processus.

Les exercices pratiques sur la méthodologie du « champion of change » ont démarré avec les 4 clubs extrascolaires renforcés dans ce but. Il s'agit, dans Tchaoudjo, des clubs Club « Solim » (Amour) du canton de Lama tessi, club « Tassignarou Kiféni » du canton de Sokodé, quartier barrière et dans Tchamba du club « Pamabayotou » du canton de Balanka et « M'bo » du canton de Kaboli.

Avec ces 4 clubs, c'est 100 jeunes dont 52 filles (50 par préfecture) qui démarrent ainsi le processus de changement dont ils sont pionniers dans leurs localités. Ils sont assistés par leurs encadrants (8 dont 4 femmes). À travers les exercices qui ont été animés avec eux, ils pourront, par leurs actions et leurs comportements devenir acteurs de changement des normes et pratiques préjudiciables surtout aux filles qui sont en cours dans leurs communautés respectives.

3.1.13. Formation des membres des clubs scolaires et extrascolaires sur la dénonciation des cas d'abus via la technique USHAHIDI.

Dans le but de doter les enfants et jeunes membres des clubs scolaires et extrascolaires, de capacités à se protéger et protéger les autres contre la covid-19, à participer à leur propre protection à travers la dénonciation des cas d'abus dont ils seraient témoins ou victimes, des sessions de formation ont été organisées à leur endroit dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba.

16 sessions de formation ont été réalisées à l'endroit de 12 clubs scolaires et 4 extrascolaires. Elles ont permis de toucher **400** élèves et apprentis dont **223** filles à raison de 200 élèves et apprentis par préfecture. Respectivement à Tchaoudjo et à Tchamba, 115 et 108 filles ont été touchées. Notons que des 400 jeunes formés 100 sont des apprentis.

En plus des élèves et apprentis formés les encadrants des clubs touchés ont également pris part à la formation. Il s'agit de 31 encadrants au total à raison de 16 (8 femmes) à Tchaoudjo et 15 (8 femmes) à Tchamba.

Les sessions se sont déroulées sur les sites suivant :

Tchaoudjo

- CEG Agoulou
- CEG Kolina
- CEG Tchawanda
- Lycée Aléhéridè
- CEG Aou mono
- CEG Bonangana
- CEG Kolowaré
- Kadambara

Tchamba

- Lycée Koussountou
- CEG Kaboli
- CEG Goubi
- Kaboli
- CEG Affem boussou
- CEG Alibi1
- CEG Balanka
- Larini

3.1.14. Appui à l'organisation des conférences des cas dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba.

À l'invitation des cadres de concertations de Tchaoudjo et de Tchamba, l'équipe du projet a appuyé à l'organisation des conférences de cas. Ces deux ateliers ont eu lieu le 30 décembre 2019 dans les deux préfectures.

Au cours de cette activité, les directeurs préfectoraux de l'Action Sociale des deux préfectures ont exposé les cas d'abus gérés par le cadre de concertation au cours du semestre précédent. Des recommandations ont été faites à l'endroit des membres du cadre de concertation pour inciter la dénonciation de plus de cas.

Résultat 3 : Les organisations de la société civile y compris les organisations d'enfants et jeunes fortes, efficaces et légitimes influencent l'État et appuient les communautés pour la lutte contre les violences contre les enfants dans les régions Centrale et Plateaux d'ici 2024.

3.1.15. Réalisation des émissions radio interactives par les enfants/jeunes en riposte à la covid-19.

Les enfants et jeunes ont eu l'opportunité de prendre la parole pour faire valoir leurs droits en cette période de crise sanitaire et de partager avec les décideurs leurs craintes et opportunités en lien avec les mesures prises pour contenir la pandémie COVID-19.

En effet, deux émissions ont été réalisées par les enfants et jeunes soit une à Tchaoudjo relayée par deux autres radios, et une à Tchamba avec rediffusion. Cette activité entre dans la paire-éducation et a permis aux jeunes de sensibiliser leurs semblables sur le respect des mesures barrières et sur la dénonciation de tout cas d'abus.

8 jeunes dont 4 filles ont participé aux émissions à Tchaoudjo et Tchamba soit 4 (2 filles) dans chaque préfecture dont une fille en situation e handicap à Tchaoudjo. Selon la zone de couverture des ondes des radios où les émissions ont été réalisées, le nombre de personnes touchées par les messages des jeunes est d'environ 190 114 personnes à Tchaoudjo et 131 674¹ personnes à Tchamba.

3.1.16. Suivi et accompagnement des OSC pour la budgétisation sensible aux questions de protection des enfants et jeunes au niveau des mairies et conseils de préfecture.

Dans le but d'amener les autorités des communes des préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba à intégrer, dans leurs planifications budgétaires, des lignes dédiées au financement

¹ Il s'agit de la population des préfectures de Tchaoudjo et Tchamba selon les résultats du dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de Novembre 2010.

des actions de protection des enfants et jeunes, des organisations d'enfants et jeunes de 4 communes de Tchaoudjo 2, 3 et Tchamba 1,3 ont été renforcés sur le processus de plaidoyer couplé de l'identification de leurs problèmes prioritaires dans le domaine de la protection.

Ainsi renforcés et appuyés dans l'identification de leurs besoins en matière de protection et jouissance de leurs droits, les organisations d'enfants et jeunes de 2 communes, à savoir Tchaoudjo 2 et Tchamba 3, ont réalisé des actions de plaidoyer à l'endroit de leurs communes respectives.

Les jeunes ont, lors des rencontres avec les autorités communales, adressé à celles-ci, leurs préoccupations quant aux abus dont ils font l'objet ils ont plaidé pour l'allocation des ressources financières à l'initiation des actions concrètes pour leur véritable protection des enfants et jeunes.

Le processus, dans son ensemble, a connu la participation de 73 personnes dont 43 femmes et jeunes filles. Les adultes ayant accompagné les jeunes sont au nombre de 16 dont 5 femmes. Les jeunes, au nombre de 57 (38 filles), ont porté cette activité à la première étape. À la phase du plaidoyer, réalisée dans deux communes, seuls 10 jeunes dont 7 filles, à raison de 5 jeunes par commune, ont représenté leurs pairs.

3.1.17. Organisation de deux réunions de coordination au niveau préfectoral avec les partenaires du projet à Tchaoudjo et à Tchamba.

Dans le souci de partager les résultats des activités réalisées, les difficultés rencontrées et leçons apprises avec les partenaires communautaires et étatiques des préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba, deux réunions de coordination préfectorales ont été organisées.

À Tchaoudjo, Elle a regroupé 16 participants dont 1 femmes et 2 jeunes filles membres du Youth panel et du comité de plaidoyer.

À Tchamba, 14 personnes dont 2 femmes et 1 jeune fille ont participé.

Au total les deux réunions de coordination ont touché 30 personnes dont 6 femmes et jeunes filles.

Résultat 4 : Les leaders religieux et communautaires et les parents éliminent progressivement les croyances et normes néfastes qui légitiment le mariage d'enfants et les violences à l'égard des enfants et jeunes surtout les filles dans les régions centrale et Plateaux d'ici 2024.

3.1.18. Identification des leaders communautaires et religieux alliés du projet.

Cette activité est réalisée de façon transversale par les facilitateurs au cours de leurs activités.

Il s'agit de personnes le plus souvent des leaders communautaires, qui, non seulement ont une meilleure compréhension des différentes thématiques développées sur le projet, mais qui sont aussi les plus favorables au changement voulus. Ces personnes appuient les facilitateurs dans les sensibilisations auprès de leurs pairs et contribuent ainsi à la déconstruction des normes et croyances préjudiciables à la jouissance des droits des enfants et jeunes, surtout des filles.

Au total l'ONG PAFED peut compter sur l'appui de 96 alliés, dont 22 femmes, dans la mise en œuvre de ses activités dans les deux préfectures, soit 13 femmes sur 50 à Tchamba et 46 à Tchaoudjo dont 9 femmes.

3.1.19. Organisation des séances de discussion et de dialogues avec les leaders pour identifier les normes et pratiques préjudiciables au mariage d'enfants, au genre et les pratiques alternatives pour y remédier.

32 discussions ont été conduites par des leaders communautaires alliés du projet. Les participants à ces discussions étaient d'autres leaders communautaires, traditionnels et

religieux de Kolowaré et Yara-Kabyè, Bamabodolo, Kéméni, Aléhéridè, Kpaza dans Tchaoudjo et Tèhèza, Alibi 2, Kaboli, Goubi, Bago dans Tchamba.

Elles ont tourné autour des normes sociales qui légitiment le mariage des enfants. Des arguments ont été développés par les alliés pour amener les plus conservateurs de ces normes à comprendre le tort qui est fait aux jeunes filles.

Au total 145 personnes dont 40 femmes ont été touchées par ces discussions à raison de 80 (22 femmes) à Tchamba et 65 (18 femmes) à Tchaoudjo.

En marge des sensibilisations sur les normes et croyances, 13 autres discussions ont été réalisées avec les leaders communautaires appuyés par les facilitateurs, sur les mesures à prendre pour protéger les enfants et jeunes contre les abus en période de crise.

Au total 37 personnes dont 5 femmes ont pris part à ces discussions. Il s'agit de 21 (3 femmes) membres CCD, CVD, CDQ, club des mères, chefs villages de Tchaoudjo, contre 16 (2 femmes) à Tchamba.

3.1.20. Renforcer l'organisation des réunions communautaires des leaders traditionnels et religieux sur les croyances, normes et pratiques sociales préjudiciables aux droits sexuels des adolescent-e-s.

Quarante (40) réunions ont été organisées avec l'appui des alliés dans 40 localités à savoir 22 à Tchaoudjo et 18 à Tchamba.

Les discussions ont tourné autour des normes et croyances préjudiciables aux enfants et jeunes. Avec l'appui des alliés du projet, les participants en l'occurrence les leaders communautaires, ont échangé sur les croyances qui sous-tendent des pratiques telles que le mariage d'enfants et la déscolarisation de la jeune fille.

Les leaders ont été amenés à comprendre le caractère préjudiciable des pratiques qui en découlent (mariage d'enfant) et leur cortège de conséquences sur les jeunes filles (hypothèque de l'éducation des filles, grossesses précoces, accouchement difficile, fugue, maltraitance etc.).

Ils se sont donc engagés à œuvrer à l'abandon de ces pratiques à travers la déconstruction des croyances qui les légitiment.

À Tchaoudjo, ces discussions ont été réalisées avec 260 personnes dont 88 femmes tandis qu'à Tchamba, 212 personnes (77 femmes) y ont pris part. Au total 472 leaders, dont 165 femmes, ont été touchés par cette activité.

Programme 2 :

PREVENTION CONTRE LA COVID-19

3.2. PROJET : « RÉSILIENCE DES PETITS PRODUCTEURS AU COVID-19 POUR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU TOGO ».

Le projet « **Résilience des Petits Producteurs à la COVID-19 pour une sécurité alimentaire au Togo** » dans la Région Centrale pour améliorer les conditions de vie des populations rurales et de les informer sur la pandémie de la COVID-19 a été mis en œuvre par l'ONG PAFED, point focal SNE TOGO. L'objectif est de réduire l'impact de la COVID -19 sur l'agriculture familiale et surtout sur les femmes en milieu rural. Le projet est financé par la FAO. Les activités réalisées sur ce projet sont :

- Organisation des campagnes de sensibilisation aux femmes du marché de Lama-Tessi ;

- Formation de 02 femmes sur la fabrication du savon liquide pour le mettre à la disposition des populations du marché de Lama- Tessi pour le lavage des mains ;
- Confection de 500 masques distribués gratuitement aux femmes du marché de Lama -Tessi ;
- Mise à disposition des femmes rurales au marché de Lama -Tessi de deux Dispositifs de Lavage des Mains ;
- Réalisation des émissions radiophoniques sur les mesures barrières contre la COVID-19.

3.3. PROJET : « RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES FEMMES DE LA RÉGION CENTRALE DU TOGO FACE À LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 ».

L'ONG PAFED avec l'appui financier du PNUD a initié le projet « : « **Renforcement de la résilience des femmes de la Région Centrale du Togo face à la pandémie de la COVID-19** » dans les cinq préfectures de la région Centrale à savoir Blitta, Mo, Sotouboua, Tchamba, et Tchaoudjo. L'objectif du projet est de contribuer à la protection des femmes et des filles en temps de pandémie et au développement de leur leadership dans la riposte de la COVID -19. Intervenant déjà dans la région centrale, l'ONG PAFED est en partenariat avec plusieurs organisations de promotion de la femme dans chaque préfecture de la région centrale. Ses actions ont contribué à la création du réseau des organisations de promotion de la femme de la région centrale (ROAF-RC). Le projet « Renforcement de la résilience des femmes de la Région centrale du Togo face à la pandémie du Covid-19 » s'est appuyé sur ces organisations. Ceci a permis d'amener les petites associations et groupements de femme de réaliser des activités de rendre compte à PAFED, mais aussi d'apprendre à préparer le savons liquide, d'avoir des informations sur la COVID et les gestes barrières et de prendre le devant pour sensibiliser les gens autour d'elles. Ce projet a contribué à renforcer ces associations et groupements dans la conduite des actions de développement. Plusieurs activités ont été menées sur ce projet à savoir :

3.3.1. Organisation d'une tournée de sensibilisation dans les préfectures sur la COVID-19 et sur le respect des mesures barrières ;

Dans le souci de contribuer à la réduction du risque de propagation de la pandémie dans la Région centrale à travers la sensibilisation des communautés surtout les femmes, des séances de sensibilisations ont été organisées dans les cinq préfectures de la Région centrale à savoir Tchaoudjo, Tchamba, Blitta, Sotouboua, Mò.

Ces séances de sensibilisation ont ciblé les femmes responsables des groupements villageois d'épargne et de crédit (GVEC) et les associations ou ONG partenaires de l'ONG PAFED de chaque préfecture.

Au total, 230 personnes, dont 65 femmes, ont été touchées par les séances de sensibilisation. Dans chaque préfecture, 13 femmes leaders ont représenté leurs groupements GVEC lors des sensibilisations. Ainsi dans chaque préfecture, le détail des participants se présente comme suit :

Préfecture	Hommes	Femmes	Total
Tchaoudjo	4	56	60
Tchamba	2	42	44
Sotouboua	2	42	44
Blitta	9	58	67
Mo	2	13	15
TOTAL GENERAL	19	211	230

3.3.2. Animation de dix émissions radio interactives sur la COVID-19 et sur les mesures barrières, les violences conjugales et les abus sur les filles ;

Au total dix (10) émissions ont été réalisées à raison de deux (02) émissions par préfecture et par radio identifiée.

Les émissions se sont déroulées dans les préfectures de Tchaoudjo, Tchamba, Blitta et Sotouboua. Les radios locales sur lesquelles les émissions ont été animées sont les radios Tchaoudjo, Méridien, Tchamba, Cosmos (Sotouboua) et Etincelles (Blitta).

Pour chaque émission, deux (02) personnes ont été sollicitées, soit une personne ressource et un membre de l'équipe du projet.

En référence à la zone de couverture des ondes des radios locales identifiées, les personnes touchées par cette activité s'estiment à 617 8712 personnes dont 309 428 femmes/filles.

3.3.3. Achat, composition et distribution de 300 kits alimentaires au profit des communautés notamment aux femmes en situation de vulnérabilité ;

Prévu pour toucher 300 femmes vulnérables dans les cinq préfectures de la Région centrale, la distribution a touché 396 femmes vulnérables des cinq préfectures de la Région centrale. Il est important de rappeler que cette activité a été couplée avec la sensibilisation sur la Covid-19 et le respect des mesures barrières.

La répartition des bénéficiaires par type de vulnérabilité se présente comme suit :

Préfecture	Femme âgée sans revenu	Femme en situation de handicap	Femme seule avec enfant à charge	Veuve avec enfant (sans revenu)	Veuve sans revenu	Total général
Blitta	16	9	10	6	13	54
Mô	1	5	20	20	4	50
Sotouboua	13	11	17	6	9	56
Tchamba	27	6	10	4	11	58
Tchaoudjo	55	23	43	39	18	178
Total général	112	54	100	75	55	396

3.3.4. Achat, composition et distribution de 300 kits de santé et d'hygiène au profit des jeunes filles ;

La distribution des kits de santé et d'hygiène a touché en fin de compte 375 jeunes filles vulnérables soit 75 jeunes filles vulnérables de plus que ce qui était prévu. Il est important de rappeler que cette activité a été couplée avec la sensibilisation sur la Covid-19 et le respect des mesures barrières.

3.3.5. Fabrication et distribution de 25 dispositifs de lavage des mains dans les cinq préfectures de la région centrale ;

Au titre des kits distribués dans les communautés de la Région centrale, on compte aussi les Dispositifs de lavage des mains (DLM).

² Population résidente de la Région centrale selon le rapport du recensement général de la population et de l'habitat de 2010.

Afin d'amener les femmes à respecter les mesures barrières, 25 DLM ont été distribués dans des communautés. Ces DLM sont disposés dans des lieux publics que les femmes fréquentent habituellement notamment les marchés, les centres de santé, les centres communautaires. Par préfecture, le nombre de dispositifs de lavage des mains se présente comme suit :

Préfecture	Localités	Nombre de DLM offerts
Sotouboua	3	4
Mô	5	5
Blitta	4	4
Tchaoudjo	8	8
Tchamba	4	4
TOTAL	24	25

3.3.6. Production et distribution des masques (100) aux femmes, femmes leaders pour leur communauté lors de leurs activités de sensibilisation ;

Afin de protéger les femmes et les filles vulnérables contre la pandémie de Covid-19, 800 masques (cache-nez) ont été produits et distribués aux femmes et filles vulnérables bénéficiaires respectivement des kits alimentaires et kits d'hygiène et santé dans la région centrale, ceci pour leur permettre de se protéger et protéger leur entourage contre tout risque de contamination à la Covid-19.

3.3.7. Séance de sensibilisation aux femmes, filles et leaders communautaires sur les violences conjugales, les violences et abus sur les filles surtout en temps de crise et sur les mécanismes de dénonciation et de prise en charge ;

Il est prouvé que les périodes de crise constituent un terrain favorable à la multiplication de cas de violences en tout genre surtout à l'encontre des femmes et des jeunes filles. Pour leur éviter cette situation en cette période de crise engendrée par la Covid-19, des séances de sensibilisation, à raison d'une (01) par préfecture, ont été organisées.

Ces séances de sensibilisation ont ciblé les femmes responsables des GVEC partenaires de l'ONG PAFED de chaque préfecture. Il s'agissait de conscientiser les cibles sur les effets néfastes des violences sur elles et sur l'importance de dénoncer ces violences et d'œuvrer à ce qu'elles ne surviennent plus en ces temps de crise. Au total 75 personnes dont 65 femmes ont été touchées par les sensibilisations. Dans chaque préfecture, 15 personnes dont deux leaders communautaires et 13 femmes membres des GVEC ont pris part à l'activité.

3.3.8. Organisation de séances de renforcement des femmes sur la fabrication de savon liquide.

La plupart des activités génératrices de revenus (AGR) réalisées par les femmes ont connu une récession avec pour corollaire la réduction de leur rentabilité. Dans le souci d'appuyer ces femmes à identifier de nouvelles activités porteuses pouvant renforcer leur résilience en cette période de crise et vu le besoin qui s'exprime actuellement en savon, du fait de l'instauration du lavage systématique des mains, 100 femmes membres des GVEC des cinq préfectures de la Région centrale ont été formées sur la fabrication du savon liquide.

Ces femmes avec cette formation ont désormais des compétences pour faire de la vente du savon liquide, une activité génératrice de revenus comme le témoigne une participante : « ...

Dans mon quartier, il y a une jeune dame qui en fabrique et à qui j'ai demandé de m'apprendre. Elle a fixé comme condition que je paie de l'argent. Ce que je n'ai pas pu faire. Voilà que grâce à PAFED aujourd'hui j'ai cette formation gratuitement. Désormais je peux en fabriquer pour vendre ».

3.3.9. Mise en place d'un cadre de concertation entre PAFED et les acteurs étatiques et communautaires pour la gestion des cas de violences faites aux femmes.

La gestion des cas de violence conjugale et d'abus et de violence sur les jeunes filles nécessite l'implication de plusieurs acteurs. Aussi bien au niveau des communautés qu'au niveau institutionnel, chaque entité doit jouer sa partition pour contribuer à éradiquer toute sorte de violence. Ainsi, un cadre d'échange a été créé entre l'ONG PAFED et les communautés et les acteurs étatiques afin d'être informé sur tous les cas de violence qui surviennent dans les communautés et d'en apporter des solutions durables.

Au niveau communautaire, les membres CCD/CVD et les femmes leaders jouent le rôle de veille et d'alerte pour remonter tout cas de violence. L'ONG PAFED intervient pour orienter les victimes vers les structures compétentes et s'assurer que les présumés auteurs répondent de leurs actes.

Les structures étatiques que sont, la gendarmerie, la justice, les services de l'action sociale, traitent les cas dénoncés en apportant assistance aux victimes et en faisant répondre, les présumés auteurs, de leurs actes.

3.3.10. Mise en place des comités féminins de veille (CFV) pour la poursuite des mesures de prévention.

Dans le souci d'éviter que les femmes ne restent en marge de la mise en œuvre des mesures post-crise, ces dernières ont été organisées pour appuyer à la surveillance des populations dans le respect des mesures barrières. En effet par préfecture, un comité de cinq (05) femmes leaders a été mis en place pour jouer le rôle de comité féminin de veille (CFV) et mèneront des activités en vue du respect des mesures barrières.

3.4. PROJET D'APPUI A L'ACCOMPAGNEMENT DU CONSEIL CONSULTATIF DES ENFANTS AU NIVEAU NATIONAL REGIONAL ET PREFECTORAL

3.4.1. Organisation d'un atelier d'élaboration et de validation du plan d'action et de mise en place du Conseil Consultatif Régional des Enfants (CCRE).

Dans le cadre de la mise en œuvre du « Projet d'appui à l'accompagnement du conseil consultatif des enfants au niveau national régional et préfectoral », CACIT avec l'appui financier de l'UNICEF a organisé un atelier d'élaboration et de validation du plan d'action et de mise en place du Conseil Consultatif Régional des Enfants (CCRE). Cet atelier a été facilité par l'ONG PAFED et a regroupé 11 personnes dont 06 adultes encadreurs (04 femmes et 02 hommes) et 05 enfants (04 filles et 01 garçon) venues des préfectures de Tchaoudjo, Tchamba, Blitta, Sotouboua.

3.4.2. Organisation d'un concours de poème et de dessin

L'ONG PAFED a organisé en collaboration avec CACIT, un concours de poème et de dessin. Ce concours, réservé aux élèves des classes de Sixième en Terminale, a connu trois phases

à savoir : la sélection des candidats, l'enregistrement des candidats par PAFED et la grande finale. Au total, 15 candidatures pour les poèmes et 2 pour le dessin ont été déposés à l'ONG PAFED.

Après production de poèmes et dessins, cinq minutes ont été accordées à chaque candidat pour présenter sa production /illustration devant un jury mis en place pour la circonstance. Après proclamations des résultats du jury, les 4 premiers au niveau du poème et les 2 au niveau du dessin ont été récompensés.

3.4.3. Formation des membres CCPE sur la paix coupée d'un tournoi de football

CACIT en collaboration avec PAFED a organisé une séance de formation pour la redynamisation des clubs CCPE des préfectures de Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua et Blitta. Cette formation a été organisée à GIPATO sur les thématiques de la paix, la non-violence et la gestion pacifique des conflits. A l'issue de cette formation, une caravane sur la paix a été faite par les membres de CCPE sur les artères de la ville de Lomé avec distribution d'outils de sensibilisation sur la paix.

Dans cette optique, un match de gala de football a été organisé sur le terrain de l'EPP Kpangalam. L'objectif de ce match était de partager avec les joueurs et les spectateurs, les acquis de la formation d'une part, et de leur sensibiliser sur les notions de la paix et la non-violence d'autre part.

Ce match a opposé le Lycée technique de Sokodé et Lycée Kpangalam. Le Lycée Technique a remporté le match sur la plus petite des marques, 1 but à 0. A la mi-temps, les membres du CCPE ont essayé de sensibiliser les joueurs et spectateurs. Le trophée a été remis à la fin à l'équipe gagnante.

Programme 3 :

**LUTTE CONTRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ A TRAVERS
L'APPUI AUX AGR DES FEMMES, DE L'EPARGNE ET
CREDIT AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE.**

3.5. PROJET : « APPUI AUX ACTIONS DE RÉSEAUTAGE DES ASSOCIATIONS DE FEMMES DANS LA RÉGION CENTRALE ».

L'ONG PAFED et ses codemandeurs l'Association de Soutien à la Femme et à la Fille Déshéritée (ASFFID) et l'ONG Défis et Développement, ont obtenu un financement de l'Union Européenne à travers le Programme de Consolidation de l'État et du Monde Associatif (Pro-CEMA), en vue de la mise en œuvre du projet « Appui aux actions de réseautage des associations de femmes dans la Région Centrale ».

Ce projet a pour objectif de faciliter la synergie d'action des organisations féminines dans l'optique de promouvoir la participation, l'égalité genre et les droits des femmes dans la Région Centrale et a permis de porter sur les fonds baptismaux, le Réseau des ONG et Associations de promotion de la Femme de la Région Centrale (ROAF-RC) suite à l'Assemblée Générale Constitutive tenue le 28 Décembre 2019 à Sokodé.

Au cours de l'année 2020, plusieurs activités ont été réalisées sur ce projet à savoir :

3.5.1. Organisation d'une tournée d'information et d'échanges sur le projet avec 20 organisations féminines et les autorités locales dans les 5 préfectures.

L'ONG PAFED a entrepris une tournée d'information et d'échanges sur le projet à l'endroit des autorités locales et des 20 associations féminines partenaires du projet dans les 5 préfectures de la Région Centrale. L'objectif de ces tournées était de présenter le projet aux autorités locales et aux organisations de femmes des cinq préfectures de la Région Centrale. Au total, 24 ONG/Associations, les maires des communes 1 et les Préfets des cinq préfectures de la Région Centrale ont été touchés lors de ces tournées. Les organisations rencontrées ont toutes manifesté un intérêt particulier pour le projet. Elles se disent disposées à œuvrer pour la mise en commun de leurs forces afin de garantir de meilleurs résultats pour leurs actions. Les autorités administratives rencontrées à savoir les Préfets et Maires des différentes préfectures, n'ont pas tari d'éloges à l'endroit du projet. Ils ont tous placé leur confiance dans les activités qui seront menées afin que celles-ci contribuent réellement à accroître la mise en valeur des actions des femmes de la Région Centrale.

Cette activité a jeté les bases d'une bonne collaboration entre les organisations de promotion de la femme et les autorités administratives et locales des 5 préfectures.

3.5.2. Organisation d'une Assemblée Générale Constitutive (AGC) pour la création du réseau des organisations féminines

Le Réseau des ONG et Associations de promotion de la Femme de la Région Centrale (ROAF-RC) a été porté sur les fonts baptismaux au cours d'une Assemblée Générale Constitutive organisée par l'ONG PAFED. 26 ONG et associations membres du réseau étaient présentes à cette AGC. Les statuts et règlements intérieurs du ROAF-RC ont été amendés et adoptés. Les différents organes du réseau à savoir les membres du Conseil d'Administration, du Commissariat aux Comptes et les points focaux préfectoraux des cinq préfectures de la Région Centrale ont été élus et installés.

Cette activité revêt une importance capitale vu qu'elle symbolise la volonté des organisations de promotion de la femme de s'unir pour un meilleur résultat. Elle est également un préalable à la mise en œuvre de bien d'autres activités.

3.5.3. Organisation d'une rencontre d'échange sur les difficultés et élaboration des besoins en renforcement de capacités et lancement du projet.

L'ONG PAFED a organisé une rencontre d'échanges sur les difficultés des ONG et Associations féminines et élaboration des besoins en renforcement de capacités à l'Hôtel Central de Sokodé. Cette rencontre avait pour objectif d'amener les ONG et associations à comprendre l'importance de se mettre en réseau pour une synergie d'actions.

Un diagnostic organisationnel a préalablement été fait dans chaque organisation. Il a été question pour chaque organisation de fournir des informations complètes sur son fonctionnement, son identité, son domaine d'intervention si oui ou non elle avait une reconnaissance officielle, ses besoins en renforcement etc. A l'atelier de planification, les discussions ont été conduites sur la base des résultats de ce diagnostic.

Au total 24 ONG et Associations féminines étaient présentes à cette rencontre d'échanges. Les besoins de chaque organisation ont été présentés et les réflexions menées ont permis aux participants de convenir des besoins urgents et communs à tous.

Aussi, le lancement officiel du projet « Appui aux actions de réseautage des associations de femmes dans la Région Centrale » a-t-il été fait toujours à l'Hôtel Central de Sokodé. Le

lancement du projet a permis d'informer les parties prenantes du projet y compris les bénéficiaires communautaires du démarrage du projet. Ce lancement officiel a été fait par l'Adjoint au Maire de la commune Tchaoudjo 1, représentant le Préfet de Tchaoudjo.

3.5.4. Organisation d'un atelier de planification du projet et d'élaboration d'un plan d'action du réseau constitué au CRA de Sokodé.

L'atelier de planification du projet et d'élaboration du plan d'action du ROAF-RC a été un cadre idéal pour les participants d'avoir une idée globale du projet « Appui aux actions de réseautage des associations de femmes dans le Région Centrale ».

L'objectif de l'atelier était de permettre une appropriation du projet, la maîtrise des documents du projet par les acteurs de mise en œuvre et une meilleure compréhension des procédures et exigences du Pro-CEMA. La planification du projet y a été partagée. Le ROAF-RC s'est doté d'un plan d'action dont les activités seront réalisées par les membres pour permettre une réelle participation des femmes dans les instances locales de prise de décisions. 25 personnes dont 4 hommes ont participé à cet atelier de planification.

3.5.5. Renforcement des capacités des autorités locales et des organisations féminines sur la gouvernance associative (gestion administrative, la gestion financière, outils de gestion et sur les techniques de mobilisation des ressources au CRA de Sokodé ;

L'atelier de formation des autorités locales et des organisations de femmes sur la gouvernance associative (gestion administrative, la gestion financière, outils de gestion) et sur les techniques de mobilisation des ressources a regroupé une trentaine de participants issus des ONG et association féminines de la Région Centrale et des représentants des Communes de Tchaoudjo1, Tchamba1, Sotouboua1 et Mo1.

Elle a eu pour objectif de Renforcer les capacités des autorités locales et des organisations féminines sur la gouvernance associative et les techniques de mobilisation des ressources.

Ce renforcement des capacités a permis aux organisations et aux autorités locales d'être beaucoup plus outillés dans la gestion de leurs organisations et d'être en mesure de faire le contrôle citoyen de l'action publique. Il a été également mis en exergue, l'importance du réseautage et les techniques d'élaboration d'un plan de communication entre autres.

3.5.6. Organisation d'un atelier de validation du plan stratégique et du manuel de procédures administratives et financières du ROAF-RC.

Dans le but de permettre au Réseau des ONG et Associations de promotion de la Femme de la Région Centrale (ROAF-RC) de se donner une feuille de route pour réaliser sa vision à moyen et à long terme et de se doter des instruments adaptés et formalisés pour la rédaction, la transmission, le contrôle et le traitement des documents administratifs et comptables, le cabinet CREAT a été recruté pour élaborer un plan stratégique et un manuel de procédures administratives et financières du ROAF-RC.

Afin de finaliser ces deux documents et d'élaborer un plan d'actions du plan stratégique, l'ONG PAFED et ses codemandeurs ont organisé un atelier de validation du plan stratégique et du manuel de procédures. Au total, 25 participants dont 14 femmes ont pris part à cet atelier à l'issu duquel le ROAF-RC s'est doté d'un plan stratégique et d'un manuel de procédures administratives et financières. Ces deux documents viennent renforcer la capacité de l'organisation à fonctionner sur des règles bien définies tout en lui évitant de naviguer à vue.

3.5.7. Organisation de 18 émissions radiophoniques sur le ROAF-RC, les textes relatifs aux droits des femmes et la participation des femmes aux prises de décisions dans les préfectures de Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua et Blitta.

Poursuivant son engagement à contribuer à garantir aux populations, surtout les femmes, des conditions de vie décentes malgré la crise, l'ONG PAFED a attiré l'attention des populations de la région centrale sur le danger réel que représente la Covid-19 pour les femmes et les jeunes filles. À travers des émissions radiophoniques l'ONG a appelé l'importance d'être vigilant face aux abus qui peuvent être renforcés en cette période de crise. Elle n'a pas cependant pas perdu de vue l'objectif premier de ces émissions qu'est de renforcer la prise de conscience des femmes du rôle qu'elles ont à jouer dans le développement de leur région voire de leur pays. Ces émissions (5 au total), ont été interactives et réalisées dans les préfectures de Tchamba, Tchaoudjo, Sotouboua et Blitta. Ces émissions ont couvert la période de Janvier à Décembre 2020.

Des personnes ressources, en l'occurrence des techniciens de santé, des spécialistes des questions de protection, des représentant des structures étatiques de promotion et protection des femmes et des enfants (notamment l'action sociale) etc.

Les organisations partenaires de chaque préfecture ont assuré l'organisation et l'animation des émissions dans les radios locales de leurs préfectures respectives.

3.5.8. Organisation d'un atelier de validation de la charte du ROAF-RC.

Dans le but de définir le bon fonctionnement du réseau et d'amener les organisations membres à jouer pleinement leur rôle d'actrices de développement et de contrôle de l'action gouvernementale, une charte éthique a été élaborée. Rappelons que la charte est un document qui définit le réseau dans son activité, sa composition, ses objectifs, son organisation et les modalités de participation et d'adhésion des membres.

La Charte du ROAF-RC a pour objet de l'organisation et les modalités de fonctionnement du réseau en définissant les règles de coopération entre les organisations membres ainsi que les engagements des femmes à jouer pleinement leur rôle d'actrices de développement et de contrôle de l'action gouvernementale.

C'est ainsi que le ROAF a recruté un consultant qui a proposé un Draft. Ce draft a été amendé et validé lors d'un atelier de restitution et de validation le 03 Mars 2020 au Centre de Ressources pour l'Artisanat (CRA) de Sokodé. À la fin de l'atelier de validation, les participants se sont engagés à s'approprier la charte pour éviter les conflits d'intérêt et assurer la bonne marche du réseau. Au total 23 participants dont 18 femmes ont pris part à cet atelier.

3.5.9. Réalisation des activités de vulgarisation des textes relatifs à la promotion de l'égalité genre et les droits des femmes au Togo dans les 5 préfectures de la Région Centrale.

Pour faire face à la persistance des violences et inégalités, à la privation des femmes de leurs droits que leur confère la loi, des recueils de textes et lois relatifs à la promotion de la femme ont été élaboré par l'ONG PAFED et ses codemandeurs. Dans le but de doter les femmes de capacités à mieux défendre leurs droits à travers la connaissance des textes et lois relatifs à la promotion de l'égalité genre, des séances de vulgarisation de ces textes et lois ont été organisées dans les cinq préfectures de la région centrale en Octobre 2020.

Les participants (85 participants dont 66 femmes) ont parcouru les différents textes togolais relatifs aux droits des femmes.

Les représentantes des organisations de femmes présentes ont reçu des prospectus confectionnés à cet effet, pour servir de sensibilisation dans leurs localités respectives.

3.5.10. Organisation de 2 sessions de formation des membres du ROAF-RC sur le plaidoyer et le leadership.

Dans le but de renforcer le pouvoir d'action des femmes et favoriser leur pleine participation, dans tous les domaines, à la vie sociale, économique, culturelle et politique, deux sessions de formation des membres du ROAF-RC ont été organisés et réalisées à Sokodé et à Sotouboua en Octobre 2020. 40 personnes dont 5 hommes ont été touchés par cette formation. Elles ont acquis de compétences sur les techniques du plaidoyer et du lobbying et renforcé leurs capacités sur le plaidoyer. Cette activité a permis aux membres du ROAF-RC de réfléchir à une action de plaidoyer relative à la mise en place des conseils communaux de femmes dans les communes 1 des cinq préfectures de la région centrale.

3.5.11. Organisation des rencontres d'échange avec quelques femmes ayant réussi sur le plan politique, économique, social avec les membres du ROAF-RC dans les 5 préfectures de la Région Centrale :

L'un des facteurs de démotivation des femmes à faire valoir leurs idées est le manque de confiance et leur propre sous-estimation. Il est dès lors important de leur faire prendre conscience de leur vraie valeur, de leurs compétences, de la qualité de leurs idées et de leurs forces en tant qu'actrice de développement de sa collectivité. C'est dans ce but que des rencontres d'échange entre les membres du ROAF-RC et les femmes ayant réussi sur le plan professionnelle et politique (femmes modèles) ont été organisées dans chacune des 5 préfectures de la région centrale.

Ces réunions ont permis de booster le potentiel des femmes et de les amener à croire en elles-mêmes. Cette activité a mobilisé 105 participants dont 91 femmes et 5 femmes-modèles identifiées dans chaque préfecture.

Les femmes modèles ont partagé avec leurs consœurs, leur parcours, les difficultés auxquelles elles étaient confrontées et comment elles s'étaient prises pour surmonter ces difficultés et être occuper ces fonctions aujourd'hui.

3.5.12. Organisation des foras communaux sur les obstacles à la participation des femmes des groupements féminins dans les instances locales de prise de décisions.

Dans le cadre du projet, des fora communaux sur les obstacles à la participation des femmes dans les instances locales de prise de décisions ont été animés dans les préfectures de Tchamba, Sotouboua, Blitta, Mô et de Tchaoudjo. Ces fora ont permis d'identifier les croyances, normes, stéréotypes et autres considérations sociales qui font obstacles à la participation des femmes dans les instances locales de prise de décision et d'identifier des actions visant à leur déconstruction.

Au total 81 personnes dont 10 autorités locales et administratives, 18 leaders communautaires et religieux et 53 membres des ONG et associations ont pris part à ces fora communaux.

Notons qu'au cours de ces fora, les participants ont eu à échanger sur les causes de la non-participation des femmes dans les instances locales de prise de décision. Dans chaque préfecture, les croyances et normes sociales qui empêchent la participation des femmes dans les instances de prises de décisions ont été relevées au cours de débats et des approches de solutions ont été faites pour résoudre le problème et permettre une participation active des femmes.

3.5.13. *Suivi des activités du projet*

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, deux suivis ont été réalisés par l'équipe du projet. Un suivi sur la mise en œuvre des planifications des membres du ROAF-RC a été fait dans les 5 préfectures de la Région centrale. L'objectif de ce suivi était de mesurer le niveau de réalisation des activités des membres du réseau.

Le deuxième suivi a porté sur les activités des membres du ROAF-RC et la performance des indicateurs du projet avec pour objectif de mesurer la performance des indicateurs de résultat en lien avec les activités réalisées.

Dans chaque préfecture, la stratégie a été de rencontrer les membres séparément.

Un entretien a été conduit avec chacun d'eux, pour la plupart les responsables des organisations membres.

3.6. PROJET : « RENFORCEMENT DES FEMMES MEMBRES DES GROUPEMENTS VILLAGEOIS D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (GVEC) SUR LA SOLIDARITÉ FÉMININE, LE LEADERSHIP ET LA RENTABILISATION DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS » DANS LA PRÉFECTURE DE TCHAUDJO.

La Directrice de l'ONG PAFED a été identifiée comme La Femme de l'année 2020 de VLISCO pour participer à une campagne au cours du mois de la femme dont le thème est « **Toutes les femmes, toutes unies** ». Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Femme célébrée le 8 mars, dont le thème de cette année était : « **Je suis de la Génération Égalité : « Levez-vous pour les droits des femmes** » et du mois de la femme de VLISCO 2020, l'ONG PAFED a organisé avec l'appui technique et financier de VLISCO, quatre sessions de formation aux femmes de Groupements Villageois d'Épargne et de Crédit (GVEC) sur le leadership féminin, la solidarité entre les femmes et la rentabilisation des Activités Génératrices de Revenus. Ces sessions de formations se sont déroulées du 23 au 26 Juillet 2020 à Sokodé, Lama-Tessi et Aléhéridè.

Ainsi outillées, 120 femmes issues de 11 groupements de la préfecture de Tchaoudjo sont désormais aptes à initier des activités génératrices de revenus afin d'améliorer leurs conditions de vie et partant, celles de leurs enfants surtout les filles.

11 groupements formés se sont engagés à organiser des sensibilisations sur l'importance de la solidarité, surtout féminine et sur la non-violence ;

3.7. PROJET « PROMOTION DES DROITS DES FEMMES EN MILIEU RURAL DANS LA PRÉFECTURE DE TCHAUDJO DANS LA RÉGION CENTRALE DU TOGO »

Le projet « **Promotion des droits des femmes en milieu rural dans la préfecture de Tchaoudjo dans la Région Centrale du Togo** » a été initié en 2011 grâce à l'appui financier de l'ONG Suisse « Echos d'Afrique » et de la Commune de Genève. Ce projet a pris en compte six villages à savoir Lama-Tessi, Adjorogo, Yao-Copé, Kolina, Koumoniadè et Aléhéridè. Mais aujourd'hui ce projet s'étend dans les communes de Sokodé.

L'objectif de ce projet est de renforcer la participation des femmes à la vie communautaire, politique, aux prises de décisions afin de se prononcer sur les décisions affectant leur vie et celle de leurs enfants.

Au cours de l'année 2020, PAFED a visité douze groupements de Sokodé notamment Essowavako, Kobrenini, Arahamane¹, Aharamane 2, BI'IZIN'LLAH¹, BI'IZIN'LLAH 2, Darsalam, Union Fait la Force, Dissolidama, Solim, Souroutawi, Soligobou, deux groupements

à Aléhéridè à savoir AKOFALE et Sourouguetom, 1 groupement à Koumoniadè du nom de Essossinada pour apprécier leur fidélité et l'application de la méthodologie AVE&C et aussi le bon fonctionnement du bureau de ces groupements.

A ce jour, PAFED dispose de 19 GVEC actifs dans la mobilisation de l'épargne communautaire à Aléhéridè, Koumoniadè, Lama-Tessi et Sokodé. Grâce à ce projet, les membres ont assuré un soutien effectif à la scolarisation de leurs enfants et à l'apprentissage des métiers. Les membres de ces groupements ont également au cours des rencontres communautaires participé aux prises de décisions concernant la vie des enfants.

On note également que depuis la mise en œuvre de ce projet, les enfants des femmes des GVEC ne partent plus en aventure d'où la réduction des violences au sein des foyers. Les échanges et le partage d'expériences au cours des réunions d'épargne et de crédit ont aidé chacune des membres du groupement à initier ou à développer une Activité Génératrice de Revenus.

Au cours de cette année, PAFED a organisé des formations à l'endroit des membres de GVEC. Il s'agit des formations sur les AGR grâce à l'appui financier du PNUD, la SNE et VLISCO. Les membres ont été renforcés sur la fabrication du savon liquide, du savon de Marseille, la fabrication des pommades médicales et la conservation des tomates. Ceci leur a permis d'initier des Activité Génératrice de Revenu leur permettant de subvenir aux besoins de leur famille.

Tableau de performance sociale et financière des groupements actifs

N°	INDICATEURS	DECEMBRE 2019	DECEMBRE 2020	PROGRES REALISES
1	Nombre de groupements	19	25	00
2	Effectif des membres	405	423	18
5	Valeur cumulée de l'épargne	34 999 755	40 263 175	5 263 420

Tableau détaillé des caisses d'épargne et de solidarité des groupements

N°	NOM DU GROUPEMENT	NOMBRE DE MEMBRES	Epargne		Progrès réalisés	Solidarité		Progrès réalisés
			Déc. 2019	Déc. 2020		Déc. 2019	Déc. 2020	
1	ESSOSSINADA	24	1875400	2295000	419600	102000	144000	42000
2	ESSOVALE	23	2635800	2563700	-72100	84400	65700	-18700
3	AKOFALA	36	3470150	3266400	-203750	45350	69100	23750
4	DISSOLIDAMA	17	1825230	1995800	170570	10400	25800	15400
5	SOLIM	20	1902775	2425300	522525	58800	58950	150
6	ARAHAMANE 1	19	2851350	2941750	90400	26800	41200	14400
7	NINIKEREGUE	20	2056325	1247850	-808475	124200	112500	-11700
8	AYENE	20	1060100	1875850	815750	47450	56550	9100
9	SOUROUGUETOM	26	2 661 400	1796500	-864900	8600	36400	27800
10	SOUROU BIYA	16	1439200	1786050	346850	37300	41500	4200
11	KOBRENINI	21	739850	1856025	1116175	16100	39500	23400
12	SOLIN'GOBOU	21	825600	1745050	919450	25450	42750	17300
13	ESSOSSINADA	24	1870700	2295000	424300	81350	144000	62650

14	DJIRIMA-ALAA	21	1757500	1573400	-184100	83400	79200	-4200
15	DAR SALAM	21	1924800	2240200	315400	9350		-9350
16	SOUROUTAWI	20	1435500	1756500	321000	20900	25250	4350
17	ESSOWANVAKO	20	731875	1658450	926575	12575	25650	13075
18	ARAHAMANE 2	18	2 420 200	3112500	692300	25200	52300	27100
19	Union Fait la Force	18	1 516 000	1831850	315850	25000	37300	12300
TOTAL		405	34999755	40263175	5263420	844625	140500	253025

Il faut noter que l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire due à la Covid 19. Cette crise a impacté significativement sur l'épargne des groupements, notamment la démission de certains membres et l'irrégularité dans les cotisations des membres.

**Programme 4 : SANTE
COMMUNAUTAIRE PRÉVENTIVE**

3.8. L'ACTION DE L'ONG PAFED AVEC LA PLATE FORME RÉGIONALE VIH

L'ONG PAFED a participé au suivi du semestre 3 des activités des OSC membres de la Plateforme Régionale des OSC impliquées dans la riposte au VIH Sida. L'objectif était de faire une tournée auprès de membres actifs impliqués dans la riposte au VIH afin de les appuyer dans leur organisation face à la pandémie de Covid 19. Plus spécifiquement, ce suivi consistait à apprécier l'organisation de chaque OSC au cas par cas, d'apprécier les activités menées par les OSC, d'encourager les membres à s'acquitter de leur cotisation annuelle, de distribuer aux OSC membres actifs les cache-nez et les solutions Hydro alcooliques et d'encourager les non membre à s'adhérer. On note également la participation de PAFED aux quatre réunions bilans semestriels des activités de la Plateforme. L'ONG PAFED contribue à lutter contre le VIH/SIDA à travers la distribution des préservatifs féminins et masculin. Au total 7615 préservatifs masculins et 792 préservatifs féminins ont été distribués au cours de l'année. 196 hommes et 119 femmes ont bénéficié de ces préservatifs.

**Programme 5 : PROMOTION DE LA
BONNE GOUVERNANCE ET DE LA
DÉCENTRALISATION**

L'ONG PAFED est membre du Quadrilogue de la Commune de Sokodé, du comité de Pilotage et de Suivi-évaluation du Plan de Développement Communal (PAC) et du Comité Local du Programme d'Appui à la Décentralisation au Togo (PAD).

Au cours de l'année 2020, PAFED a accompagné la Commune de Sokodé dans l'amélioration de la gouvernance communale. À cet effet, PAFED a pris part aux réunions et ateliers suivants :

- Participation à la rencontre du comité local du Quadrilogue de Sokodé sur l'accès à l'eau potable le 29 Janvier 2020 à l'Hôtel Avé Kédia organisé par la GIZ. L'objectif de cette rencontre est de présenter le traitement de l'eau et les projets en cours ;
- Participation à la rencontre de prise de contact et état de mise en œuvre de différentes composantes du PAD le 11 Mars 2020 par la commune de Tchaoudjo 1. L'objectif de cette rencontre est de d'effectuer la visite et de constater l'état d'avancement des travaux au grand marché de Sokodé et de présenter l'état d'avancement des différentes composantes du PAD ;
- Participation à atelier de formation des autorités locales et organisation de femmes sur la gouvernance associative (gestion administrative, gestion financière, outils de gestion) sur les techniques de mobilisation des ressources à l'hôtel Central de Sokodé le 13 Mars 2020 organisé par le Ministère de l'Administration Territoriale de la décentralisation et du développement des territoires ;
- Participation à la réunion d'échange et de réflexion sur l'urgence sanitaire en lien avec la COVID -19 le 08 Avril 2020 organisée par la commune Tchaoudjo 1 ; l'objectif de cette réunion est d'échanger avec les organisations de la société civile sur la situation sanitaire (la COVID-19) et voir les actions à mener à l'endroit de la population ;
- Participation à la rencontre à la Mairie pour l'évaluation des acquis de la formation des acteurs de développement des communes sur le cadre juridique et institutionnel de la décentralisation et de la gouvernance le 10 Juin 2020. L'objectif de cette évaluation est de s'assurer que les acteurs présents à la formation ont fait la restitution au sein de leur structure ;
- Participation à la rencontre d'échange entre le Bureau du Citoyen et les Organisation de la Société Civile à l'Hôtel BOUBA le 20 Novembre 2020. Cette rencontre a été organisée par la GIZ et a pour objectif de présenter les activités réalisées par le Bureau du Citoyen et élaborer le Plan Acton Opérationnel 2021 du Bureau du Citoyen.

IV. Synthèse de la réalisation des indicateurs des projets majeurs réalisés

Projet « Résilience des Petits Producteurs au COVID-19 pour une sécurité alimentaire au Togo »				
ACTIVITÉS RÉALISÉES	QUANTITÉ PLANIFIÉE	QUANTITÉ RÉALISÉE	ÉCART	JUSTIFICATIONS
Organisation des campagnes de sensibilisation aux femmes du marché de Lama Tessi	01	01	00	-
Formation des femmes sur la fabrication du savon liquide pour le mettre à la disposition des populations du marché de Lama Tessi pour le lavage des mains	02	02	00	-
Confection des masques à distribuer gratuitement aux femmes du marché de Lama Tessi	500	500	00	-
Mise à la disposition des femmes rurales au marché de Lama Tessi des Dispositifs de Lavage des Mains	02	02	00	-
Réalisation des émissions radiophoniques sur les mesures barrières contre la COVOD-19	01	01	00	-
Projet : « Renforcement de la résilience des femmes de la Région Centrale du Togo face à la pandémie de la COVID-19 »				
Production des kakemonos pour la sensibilisation sur la COVID-19	02	02	00	-

Production des affiches et banderoles pour la visibilité du projet	02	02	00	-
Organisation de tournée de sensibilisation dans les préfectures sur la COVID-19 et sur le respect des mesures barrières	01	01	00	-
Animation des émissions radio interactives sur la COVID-19 et sur les mesures barrières, les violences conjugales et les abus sur les filles	10	10	00	-
Achat, composition et distribution des kits alimentaires au profit des communautés notamment aux femmes en situation de vulnérabilité	300	300	00	-
Achat, composition et distribution de 300kits de santé et d'hygiène au profit des jeunes filles	300	300	00	-
Fabrication et distribution de dispositifs de lavage des mains dans les cinq préfectures de la région centrale	25	25	00	-
Projet : « Renforcement de la société civile pour la lutte contre les violences de genre au Togo »				
Sensibilisations des enseignants, des COGERES et des APE, patrons et patronnes d'ateliers sur les normes, croyances et pratiques néfastes	22	22	00	-
Formation des enseignants du secondaire 1 et 2 sur les méthodes alternatives et sur la lutte contre les violences sexuelles	15	15	00	-
Renforcement des capacités des responsables des ateliers d'apprentissage et les centres d'accueil sur les droits et devoir des enfants, les méthodes d'éducation sans violence	08	08	00	-
Réalisation d'un spot sur les pratiques culturelles néfastes préjudiciables à l'épanouissement des enfants surtout les filles	01	01	00	-
Redynamisation des clubs d'enfant/jeunes dans les écoles primaires, collèges, centres de formation et ateliers d'apprentissage	42	42	00	-
Sensibilisation des filles des collèges et centres d'apprentissage à travers l'approche femmes rôles modèles	125	125	00	-
La formation des encadrants de clubs sur la méthodologie du « champion of change »	02	02	00	-
La formation des clubs sur la méthodologie du "Champions of change".	04	04	00	-
Conduite du "champion of change" et suivi du processus.	04	04	00	-
Formation des membres des clubs scolaires et extrascolaires sur la dénonciation des cas d'abus via la technique USHAHIDI.	16	16	00	-
Appui à l'organisation des conférences des cas dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba	02	02	00	-
Réalisation des émissions radio interactives par les enfants/jeunes en riposte à la covid-19	02	02	00	-

Organisation des réunions de coordination au niveau préfectoral avec les partenaires du projet à Tchaoudjo et à Tchamba	02	02	00	-
Organisation des séances de discussion et de dialogues avec les leaders pour identifier les normes et pratiques préjudiciables au mariage d'enfants	32	32	00	-
Renforcer l'organisation des réunions communautaires des leaders traditionnels et religieux sur les croyances, normes et pratiques sociales préjudiciables aux droits sexuels des adolescent-e-s.	40	40	00	-
Projet : « Appui aux actions de réseautage des associations de femmes dans la Région Centrale »				
Organisation d'un atelier de planification du projet et d'élaboration d'un plan d'action du réseau constitué	01	01	00	-
Renforcement des capacités des autorités locales et des organisations féminines sur la gouvernance associative (gestion administrative, la gestion financière, outils de gestion et sur les techniques de mobilisation des ressources	01	01	00	-
Elaboration du plan stratégique et du manuel de procédures administratives et financières du ROAF-RC	02	02	00	-
Organisation d'un atelier de validation du plan stratégique et du manuel de procédures administratives et financières du ROAF-RC	01	01	00	-
Organisation des émissions radiophoniques dans les préfectures de Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua et Blitta ;	16	16	00	-
Elaboration de la charte du ROAF-RC	01	01	00	-
Organisation d'un atelier de restitution et de validation de la charte par les membres du réseau	01	01	00	-
Réalisation des activités de vulgarisation des textes relatifs à la promotion de l'égalité genre et les droits des femmes au Togo	05	05	00	-
Organisation de la formation des membres du ROAF-RC sur le plaidoyer et le leadership	01	02	+1	La formation a été organisée en 2 sessions à cause de la Covid 19
Organisation des foras communaux sur les obstacles à la participation des femmes dans les instances locales de prise de décisions dans les 5 préfectures de la Région Centrale.	05	05	00	-
Organiser des rencontres d'échange avec quelques femmes ayant réussi sur le plan politique, économique, social avec les membres du ROAF-RC dans les 5 préfectures de la Région Centrale	05	05	00	-

V. RENFORCEMENT DES CAPACITES INTERNES ET EXTERNES

❖ RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INTERNES

Le personnel de l'ONG PAFED a été renforcé sur l'élaboration de projets. Cette formation avait essentiellement pour but de permettre au personnel d'être beaucoup plus aguerris sans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des projets.

❖ ATELIERS ET RENCONTRES EXTERNES

- Participation à la formation des OSC sur comment travailler avec les enfants sur le projet “Renforcement de la société civile pour la gouvernance des droits des enfants au Togo”, organisée par PODDET, RELUTET, FONGITO, AGT à Lomé.
- Participation à la rencontre d'évaluation de la stratégie et du plan de communication de REED+ à la Direction de l'environnement à Sokodé, organisée par REED+ ;
- Participation à la plateforme de Dialogue Communautaire pour le Développement local et la cohésion sociale le 20 Mars 2020 à CERFOR à Sokodé organisé par Catholic Relai Service financé par le PNUD ;
- Séance de sensibilisation des membres des Groupements Villageois d'Épargne et de Crédit sur les mesures et gestes barrières pour se protéger contre la COVID-19 ;
- Participation à l'atelier d'élaboration et de validation des Plans d'Action et la mise en place de Conseil Consultatif National des Enfants le 05 Juin 2020 à Saint Augustin de Sokodé ;
- Participation à la rencontre des acteurs de la santé et de la société civile pour l'actualisation de cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), l'élaboration du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) et du Plan de Gestion de la Main d'œuvre (PGMO) à l'ENAS de Sokodé ;
- Participation à l'hôtel Solim de Sokodé à la célébration en différée de la Journée Mondiale de l'Hygiène Menstruelle organisée par Plan International Togo ;
- Participation à la rencontre de formation sur les recommandations de Beijing et la mise en place d'une plateforme des organisations des femmes organisé par l'UAF à Atakpamé ;
- Participation à la Revue Annuelle des activités de 2019 pour le District de Tchaoudjo du 29 au 31 janvier 2020 à Sokodé organisée par la Direction Préfectorale de la Santé-Tchaoudjo ;
- Participation au renforcement en Développement organisationnel des Organisations Féminines à Sokodé organisée par le Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif (Pro-CEMA).
- Participation à Sokodé à la rencontre d'appui à la gestion des Problèmes de Santé Mentale en situation de crise chez les enfants, adultes et leurs familles au Togo, organisée par la Division de la surveillance des maladies non transmissibles / Ministère de la Santé et de L'hygiène Publique.
- Participation à l'atelier de validation du rapport de la révision du Code de l'Enfant du 27 et 28 juillet 2020 organisé par le Forum des Organisations de Défense des Droits de l'Enfant au Togo (FODDET) à kpalimé ;
- Participation de rencontre de validation du guide d'intégration sur l'approche genre du 13 au 14 août 2020 à Lomé. Cette rencontre a été organisée par le Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants au Togo (RELUTET) ;
- Participation à l'atelier d'appropriation du concept de New Deal et des principes de la Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'Etat (Civil Society Platform for Peace building and State building / CSPPS) à l'intention des organisations membres de CSPPS-Togo à kpalimé ;
- Participation de la rencontre bilan de la mise en œuvre de la charte des revendications et sur l'impact de la COVID-19 : Initiative Kilimandjaro à la salle de conférence Les Croustillants à Lomé organisée par la GF2D financé par WILDAF AO ;

- Participation à la remise des équipements à 12 apprentis en fin d'apprentissage dans le canton de Sokodé par les leaders communautaires du canton de Sokodé le 05 Mars 2020 pour les accompagner à ouvrir leur atelier ;
- Participation à la réunion d'échange et de partage avec les partenaires sur les différentes initiatives en matière de la lutte contre la Covid 19 dans la préfecture de Tchaoudjo organisée par l'ONG Dimension Humaine ;
- Participation à la campagne de sensibilisation des travailleurs domestiques et des ménages employeurs sur la protection sociale organisée par PODDED ;
- Participation à la 3e réunion de coordination à Sokodé sur le projet « Autonomisation des filles et jeunes femmes pour un engagement citoyen au Togo, Girls Lead » organisée par Plan International Togo le 05 Décembre 2020 ;
- Participation au lancement officiel du projet d'implication des jeunes et leaders communautaires de la Région Centrale dans la lutte contre les violences basées sur le genre et les mutilations génitales féminines à l'hôtel Central de Sokodé, organisé par ACDIEF (Action Collective pour le Développement Intégral de l'Enfance et de la jeune Fille).

VI. SUIVI ET SUPERVISION DES ACTIVITES

- Au cours de l'année 2020, le responsable de Suivi-Evaluation et la Directrice Exécutive de l'ONG PAFED ont réalisé 07 suivis sur les différents projets exécutés. Toutes les activités réalisées sur les différents projets ont été supervisées par l'équipe de suivi.
- Des supervisions ont été réalisées par le chargé de suivi et la directrice exécutive. Ils se sont assurés que les activités planifiées se déroulent bien et sont susceptibles d'aboutir aux résultats escomptés.
- Ces supervisions ont également porté sur les activités des comités de plaidoyer issus des activités de score-card organisées en décembre 2019. Des réunions de restitution des sensibilisations des enseignants, APE, COGERES, ont également été suivi par le staff.

VII. RÉSULTATS OBTENUS

- Les actions de renforcement économique, de pérennisation des acquis et de relèvement post crise sanitaire des femmes ont été menées ;
- Les bases d'une participation active des femmes dans les instances locales de prise de décisions ont été posées ;
- L'encadrement de la petite enfance et de l'éducation préscolaire a été améliorée ;
- La protection des enfants/jeunes, de femmes et des communautés contre la crise sanitaire due à la Covid 19 a été assurée ;
- Des mécanismes communautaires pour la scolarisation et l'apprentissage des enfants/jeunes et la lutte contre les violences, les maltraitances ou les abus sur les enfants/jeunes y compris les rapports sexuels transactionnels ont été formalisés ;
- La pédagogie participative et active à travers les méthodes alternatives aux violences éducatives et les Codes de Discipline Positive (CDP) a été promue ;
- Des acquis en matière de la prévention des grossesses précoces et des IST/VIH/SIDA des jeunes et adultes ont été renforcés ;
- L'alerte précoce dans la lutte contre la traite des Etres Humains est accrue ;
- Les stratégies de mobilisation, de contribution et de gestion des ressources communales ont été développées.

VIII. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

- Faible capacité de mobilisation des ressources financières (internes et externes) ;
- Influence de pesanteurs socioculturelles sur le développement d'une éducation sans violence ;
- Réticence de certains responsables d'atelier à libérer les jeunes pour participer aux activités ;
- Réticence de certains enseignants et patrons à appliquer les méthodes alternatives aux violences éducatives et les Codes de Discipline Positive ;
- Répercussions de la crise sanitaire due à la covid 19 sur la réalisation des activités.

IX. RÉOLUTIONS/RECOMMANDATIONS/SUGGESTIONS

- Redynamiser la cellule de mobilisation des fonds au sein de PAFED ;
- Développer des stratégies pour une gestion pérenne, efficace et efficiente des ressources humaines ;
- Renforcer les actions de sensibilisation sur le respect des mesures barrières contre la covid 19 ;
- Renforcer la mobilisation communautaire et l'engagement dans la dénonciation des cas d'abus d'enfants ;
- Mobiliser davantage les praticiens de droit pour un accompagnement juridique et judiciaire des victimes de violences, de maltraitances et d'abus ;
- Améliorer les connaissances des cibles sur l'importance d'une éducation sans violence.

X. PERSPECTIVES

- Renforcement des sensibilisations sur le respect des mesures barrières contre la Covid 19 ;
- Poursuite des actions visant la déconstruction des normes et croyances préjudiciables aux enfants/jeunes/femmes surtout les filles et les femmes ;
- Promotion des méthodes alternatives aux violences éducatives (Codes de Discipline Positive) et des outils genre (promotion de la fille en milieu scolaire) ;
- Renforcement et diffusion des mécanismes endogènes de lutte contre la traite des Êtres Humains et de prévention contre les IST/VIH/SIDA et les maladies épidémiques ;
- Promotion de la participation sociale au développement communal ;
- Initiation et développement des AGR au sein des GVE&C ;
- Renforcement des capacités des nouveaux membres des GVE&C sur la méthodologie AVE&C ;
- Mobilisation communautaire et éducative pour le développement et la promotion de l'éducation de la petite enfance et du préscolaire ;
- Renforcement des stratégies permettant d'accroître le maintien et l'achèvement de l'école primaire ;
- Renforcement de l'alerte précoce sur les violences, les maltraitances et les abus d'enfants etc.... ;
- Accroissement de la participation des femmes au processus de prise des décisions et à l'accès aux ressources productives surtout à la terre ;
- Renforcement des capacités du personnel en recherche d'opportunités et mobilisation des fonds.

CONCLUSION

L'ONG PAFED, à travers ses différentes actions entreprises au cours de l'année 2020 dans la Région Centrale du Togo, a permis aux enfants/jeunes/femmes en particulier, et à la population de la Région Centrale en général, d'avoir des informations vraies et utiles sur la pandémie de la Covid 19 afin de se protéger. Elle a permis aussi aux femmes et aux jeunes filles vulnérables e la Région Centrale de pousser un ouf de soulagement à travers les kits alimentaires et d'hygiènes qui leur ont été distribués. L'ONG PAFED a également permis l'amélioration des connaissances et la formalisation des mécanismes communautaires pour lutter efficacement contre les violences, les maltraitances et les abus sur les enfants/jeunes. Ainsi, pour l'année 2021, les interventions seront engagées pour la pérennisation des acquis des projets et la diffusion des bonnes pratiques au sein des communautés, écoles et ateliers cibles des différents projets. Le défi majeur reste la volonté ferme des communautés cibles des projets à adhérer totalement aux projets mis en œuvre dans leur communauté et à pérenniser elles-mêmes les acquis des projets mis en œuvre.

ANNEXE : QUELQUES PHOTOS DES ACTIVITES



Intervention de la Directrice Exécutive de PAFED lors de la formation sur le plaidoyer à Sotouboua



Photo de famille des participants à la formation des autorités locales et des ONG/Associations sur la gouvernance locale au CRA de Tchaoudjo



Photo de famille des participants à la rencontre d'échange avec une femme modèle à Tchamba



Vue des participants à la formation du club extrascolaire d'Agoulou sur USHAHIDI



Vue des participants à la Réunion de Coordination Préfectorale de Tchaoudjo à GIPATO